

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 12 – du 20 mars au 27 mars 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : LE RAMADAN EN ÉGYPTE FACE AUX PRESSIONS INFLATIONNISTES

**En Égypte, où près de 90% de la population est musulmane, le mois sacré du Ramadan, qui a débuté le 1<sup>er</sup> mars, entraîne une hausse des dépenses alimentaires des ménages, lesquelles atteignent chaque année près de 2 Mds EUR (2,42 Mds € en 2021, dernier chiffre officiel disponible).** Les ménages égyptiens, qui consacrent jusqu'à 50% de leurs dépenses à l'achat de nourriture durant cette période, doivent faire face à une hausse des prix, dans un contexte d'inflation alimentaire déjà élevée ( $\pm 50\%$  en moyenne depuis 2022). Par ailleurs, alors que plus de 40% de la consommation calorifique nationale provient de produits importés, l'Égypte est particulièrement exposée à la volatilité des prix mondiaux et en particulier de ceux du blé, ce qui renforce les pressions inflationnistes. Tandis que les produits de base fortement subventionnés (pain, sucre, huile) restent accessibles à travers le programme *Tamween*, qui bénéficie à environ 73% des ménages, la hausse des prix des denrées non subventionnées a contraint 85% des foyers à réduire leur consommation de viande et 75% celle de volaille et d'œufs depuis 2022, au profit d'alternatives moins coûteuses telles que les pommes de terre et les pâtes, dont la demande a respectivement progressé de 21% et 14% en 2022 (IFPRI). Cette tendance est susceptible d'affecter la qualité nutritionnelle durant le Ramadan où les besoins énergétiques augmentent, conduisant certains ménages à constituer des stocks, en prévision de la hausse des prix. Pour amortir l'impact de l'inflation, le gouvernement déploie depuis plusieurs années des comptoirs *Ahlan Ramadan* offrant des produits de base à prix réduit.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 2 Md €

MONTANT DES DÉPENSES  
ALIMENTAIRES PENDANT LE  
MOIS DE RAMADAN

**Dans ce contexte, le Ramadan est une période marquée par un renforcement des initiatives solidaires.**

Traditionnellement, des familles, entreprises et associations organisent des distributions de repas, en soutien aux ménages vulnérables, à laquelle contribue la Banque alimentaire égyptienne sous la forme de distribution de paniers alimentaires financés par des dons. Elle mène par ailleurs des campagnes de sensibilisation à la réduction du gaspillage. L'État mobilise également des ressources supplémentaires pour renforcer son aide sociale durant cette période, à l'instar du fonds extrabudgétaire *Tahia Misr*, créé en 2014, qui aurait permis à plus d'un million de foyers de bénéficier de distributions alimentaires en 2018. A également été annoncé fin février un paquet de mesures sociales de 4 Md USD sous forme d'augmentation de salaires dans la fonction publique et de subventions accrues pour les populations les plus vulnérables. Ainsi, les bénéficiaires des programmes de transferts sociaux *Takaful* (soutien aux familles sous condition de scolarisation des enfants) et *Karama* (destiné aux personnes âgées, handicapées et orphelins), soit environ 5 millions de foyers, ont reçu une somme forfaitaire de 300 EGP pendant le mois sacré, associée à des augmentations pérennes de 25% dès avril. Environ 10 millions de familles à faible revenu et titulaires de cartes de rationnement devraient recevoir une aide financière allant de 125 à 250 EGP selon la taille du foyer ; mesure mise en œuvre en plusieurs étapes au début du Ramadan puis à l'occasion de l'Aïd. Par ailleurs, le ministère de la Solidarité sociale a renforcé son action en finançant des distributions alimentaires ciblées dans les gouvernorats les plus démunis.

Service Économique du Caire

## ÉGYPTE

### 1. BAISSÉ DU CHÔMAGE AU 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024

Le [taux de chômage](#) a atteint 6,4% au quatrième trimestre 2024, en baisse de 0,3 point par rapport au trimestre précédent, marquant l'un des niveaux les plus bas enregistrés depuis près de 20 ans, selon l'agence nationale des statistiques (CAPMAS). Par ailleurs, la population active a augmenté de 2,8%, atteignant désormais 33,1 millions de personnes. Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 29 ans a reculé de manière significative, passant de 26,5% en 2014 à 14,2% en 2024.

### 2. SUCCÈS DE L'INITIATIVE DE LA CBE POUR L'AUTONOMISATION FINANCIÈRE DES FEMMES

Lancée en 2019, l'initiative «[Women Financial Inclusion Event](#)» de la Banque Centrale d'Égypte (CBE) a permis à près de 1,4 million de femmes d'accéder à des services financiers formels, dont 664 000 comptes bancaires, 530 000 cartes prépayées et 196 000 portefeuilles électroniques. Selon les données de la Banque Centrale, le taux d'inclusion financière des femmes est passé de 17,4% en 2016 à 68,8% fin 2024, représentant 23,3 millions de femmes âgées de 15 ans et plus. Ce progrès s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'inclusion financière 2022-2025, qui repose sur un environnement réglementaire favorable, l'adaptation des produits bancaires aux besoins des femmes, la simplification des procédures d'ouverture de comptes, et le renforcement de la littératie financière, notamment en milieu rural.

### 3. SIGNATURE D'UN ACCORD AVEC LA SFI POUR ENCADRER LA MISE EN CONCESSION DE 11 AÉROPORTS

Le 26 mars, la Société Financière Internationale (SFI), organe de la Banque Mondiale chargé des opérations avec le secteur privé, [a signé un accord](#) avec les ministres égyptiens de l'Aviation civile, ainsi que du Plan, du Développement économique et de la Coopération internationale. Cet accord officialise le rôle de conseil de l'organisation financière internationale pour accompagner le gouvernement égyptien dans la mise en concession de onze aéroports, dans le cadre de partenariats public-privé (PPP). L'aéroport d'Hurghada – le deuxième plus fréquenté du pays avec près de 7 M de passagers annuels – a été désigné comme projet pilote : un appel d'offres public sera lancé pour sélectionner un opérateur privé chargé de la modernisation, de l'exploitation et de la maintenance du site, qui restera toutefois propriété de l'Autorité égyptienne de l'aviation civile (EHCAAN). La SFI accompagnera

également les autorités dans la définition des modalités de participation du secteur privé pour les dix autres aéroports concernés (Sphinx, Sharm El Sheikh, Borg El Arab, Louxor, Assouan, Sohag, Assiout, Abou Simbel, El Alamein, Marsa Matruh), avec la possibilité de mise en concession sous forme de lots. À noter que l'aéroport international du Caire, premier du continent africain en termes de fréquentation (28 M de passagers annuels), ne fait pas partie de l'accord, bien qu'un projet de construction d'un nouveau terminal (4) y soit à l'étude.

### 4. BILAN DE L'INITIATIVE « LOGEMENT POUR TOUS LES ÉGYPTIENS ».

Le Premier Ministre Moustafa Madbouly a réuni, le 17 mars 2025, les ministres concernés pour faire un état des lieux de l'avancée de [l'initiative présidentielle « Logement pour tous les Égyptiens »](#). Lancée en 2014, ce programme vise à répondre à la pénurie de logements abordables en Égypte, en particulier pour les ménages à faibles et moyens revenus, via la construction de nouveaux quartiers résidentiels. Près d'un million de logements devraient être déployés, dont 639 000 déjà attribués et 23 000 en cours de commercialisation, majoritairement dans les gouvernorats du Caire et de Gizeh. À cette occasion, le Premier Ministre a annoncé que 400 000 logements supplémentaires seront déployés après les fêtes de l'Aïd. À noter que l'initiative intègre également le développement de logements verts - 54 600 unités répartis dans plusieurs villes nouvelles à Obour, 10 Ramadan, New October, Capital Gardens, Badr, Assouan et Sadate, ainsi que des dispositifs d'aide au financement, dont ont bénéficié plus de 620 000 Égyptiens depuis 2014.

## IRAK

### 1. BP SIGNE UN CONTRAT MAJEUR POUR L'EXPLOITATION DES CHAMPS DE PÉTROLE DE KIRKOUK

Signé le 26 mars en présence du Premier ministre Mohammed Al-Soudani, du ministre du Pétrole et du président de BP, le contrat entre le groupe britannique et les compagnies publiques North Oil Company (NOC) et North Gas Company (NGC) porte sur l'exploitation des quatre champs de pétrole de la province de Kirkouk et le traitement du gaz associé (10 M m<sup>3</sup>/jour). Les champs de pétrole sont aujourd'hui exploités par NOC. Selon le ministère du Pétrole, les investissements sont estimés à 25 Mds USD sur une période de 25 ans, soit un montant proche de celui du projet mis en œuvre par TotalÉnergies dans la province sud de Bassora (27 Mds USD sur 30 ans). Ce contrat fait suite à la signature

d'un protocole d'entente (MoU) le 1<sup>er</sup> août 2024 entre BP et le ministère du Pétrole. Le traitement du gaz (substitution au torchage) sera affecté à la production d'électricité. Déjà présent en Irak, BP est l'opérateur (participation de 47,6%) du champ de Rumaila (sud de l'Irak), plus grand champ pétrolier du pays (1,4 M barils/jour et 17 Md barils de réserves équivalent à plus de 30 ans de production).

## **IRAN**

### **1. AUGMENTATION DU COUT DE LA VIE ET APPAUVRISSEMENT DE LA POPULATION**

Selon le Centre national des statistiques, les prix des aliments de base (fruits et légumes en particulier) ont progressé au cours des 12 derniers mois de plus de 60% et le montant des loyers de 42% (56% à Téhéran). La hausse des salaires demeurant, en dépit d'une progression sensible cette année (+45%) nettement inférieure à celle des prix courants, la proportion des Iraniens vivant au-dessous du seuil de pauvreté s'est accrue, respectivement, de 49% et 35% en 2023 et 2024, pour s'établir à 33% en février 2025. Le taux officiel d'inflation, qui aurait atteint selon les mêmes sources 36% en g.a., s'inscrit de nouveau en hausse depuis la fin de 2024, sous l'effet conjugué d'une progression non maîtrisée de la masse monétaire, de la dépréciation du Rial et du coût croissant des produits importés.

### **2. RÉDUCTION DE 44% DES RÉSERVES EN EAU DES BARRAGES**

Selon un rapport du Ministère de l'Énergie, l'approvisionnement en eau des barrages iraniens s'est contracté de 44 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années, évolution qui pourrait mettre en péril l'alimentation en eau des ménages et des agriculteurs à l'approche de l'été. Une situation qu'aggrave la baisse de 34% des précipitations enregistrée au cours des 12 derniers mois par rapport à la moyenne des dix dernières années. Commentant ces statistiques alarmantes, le Ministre de l'Énergie, Firouz Ghasemzadeh a révélé que trois provinces - Hormozgan, Sistan-Baloutchistan et Bushehr – avaient enregistré une contraction de 50% du niveau des pluies sur leurs territoires, engendrant un stress hydrique qui impactera sérieusement leur production agricole au cours des mois qui viennent. Du point de vue des précipitations, l'année écoulée fait partie des 5 plus mauvaises depuis 1960.

### **3. ENERGIE SOLAIRE : DÉMARRAGE DE TRAVAUX VISANT À AUGMENTER LA PRODUCTION**

La société nationale d'électricité iranienne vient d'annoncer le démarrage de travaux destinés à doter

les villes de Téhéran, Karaj et Qom d'une capacité supplémentaire de 287 MW générés par l'énergie solaire (120 MW à Téhéran, 132 MW à Qom, 35 MW à Karaj). L'objectif principal du projet est de limiter les coupures d'électricité qui affectent régulièrement, depuis plusieurs années, les principaux sites industriels du pays en raison des pénuries de gaz (75% de l'électricité, en Iran, proviennent de centrales thermiques au gaz). Bien que les autorités iraniennes ambitionnent de mener à leur terme une partie de ces chantiers avant la fin de l'été, les professionnels du secteur rappellent que le respect de cet échéancier reste dépendant des délais de livraison des équipements chinois essentiels à leur réalisation.

## **ISRAËL**

### **1. LE PARLEMENT APPROUVE LE BUDGET 2025**

La Knesset a approuvé le 25 mars le budget 2025 par une majorité de 66 voix contre 52, à quelques jours de la date limite. Le budget s'est établi à 756 Mds ILS, dont 619,6 Mds hors service de la dette, en hausse de 21% par rapport à celui de 2024 et le plus haut de l'histoire du pays. Les dépenses prévues pour la défense (110 Mds), premier poste budgétaire, ont augmenté de 67% par rapport au budget initial de 2024, mais restent 28% inférieures aux dépenses effectives de 2024 (149,5 Mds). En revanche, les budgets promis en vertu de « la loi de redressement » pour la reconstruction et l'aide aux communautés environnantes qui ont été endommagées le 7 octobre, ainsi que les budgets pour la réhabilitation des communautés du nord et l'appui aux évacués, n'ont pas été inclus. Le cadre du déficit budgétaire prévu est défini à 4,9 % du PIB.

### **2. MISE EN GARDE DE MOODY'S CONTRE LES RISQUES POLITIQUES TRÈS ÉLEVÉS SUR L'ÉCONOMIE ISRAËLIENNE**

Suite à l'adoption du budget par le Parlement, l'agence Moody's a mis en garde contre les « risques politiques très élevés qui ont affaibli la force économique et budgétaire » d'Israël, dans un contexte financier tendu liée à la reprise de la réforme judiciaire controversée du gouvernement et à la reprise des combats à Gaza. Selon Moody's, « l'incertitude quant à la sécurité à long terme d'Israël et aux perspectives de croissance économique est beaucoup plus élevée que d'habitude, les risques pesant sur le secteur de la haute technologie étant particulièrement prégnants, compte tenu de son rôle important en tant que moteur de la croissance économique et contributeur important aux recettes fiscales du gouvernement ».

### **3. LA BANQUE CENTRALE IMPOSE DE NOUVELLES RESTRICTIONS AUX PROMOTEURS IMMOBILIERS**

Le superviseur des banques de la Banque d'Israël a imposé cette semaine de nouvelles restrictions drastiques sur les offres spéciales des entrepreneurs qui subventionnent l'achat d'appartements neufs. La Banque Centrale s'est déclarée préoccupée par l'augmentation du risque sur les prêts bancaires dans le secteur immobilier, suite à l'augmentation substantielle de la vente d'appartements par le biais de diverses offres promotionnelles de la part des promoteurs. Le projet d'ordonnance temporaire par la supervision des banques prévoit des restrictions à l'allocation de capital par les banques à des projets de construction résidentielle dans lesquels au moins 25% des appartements sont vendus par le biais d'offres à rabais, telles qu'un acompte de seulement 20% pour 80% à l'occupation, voire 10% / 90%. La nouvelle directive aux banques sera en vigueur d'ici fin 2026.

### **4. CARREFOUR-ISRAËL ENREGISTRE UN RÉSULTATS OPÉRATIONNEL POSITIF EN 2024**

La branche Global Retail d'Electra Consumer Products, qui gère la marque de distribution française dans le pays, a enregistré une hausse de 10% de son chiffre d'affaires l'année passée, à 3,34 Mds ILS (900 MUSD). Après une perte de 37 MILS en 2023, son résultat opérationnel est passé dans le vert en 2024, à 69 MILS. Compte tenu d'une charge de la dette importante (180 MILS en 2024), son résultat net est cependant demeuré négatif, à -113 MILS contre une perte nette de 188 MILS en 2023 (pour un service de la dette de 111 MILS). Global Retail opère actuellement 145 magasins en Israël, et prévoit une conversion additionnelle de quatre de ses magasins sous son enseigne traditionnelle Yeinot Bitan vers Carrefour en 2025.

## **JORDANIE**

### **1. LA CBJ MAINTIEN SES TAUX DIRECTEURS**

La Banque Centrale de Jordanie (BCJ) a annoncé maintenir les taux d'intérêts de ses instruments de politique monétaire à leur niveau actuel. Le taux directeur de la Banque Centrale reste donc fixé à 6,5% en ce début d'année 2025. Pour rappel, la tendance était plutôt à la baisse en 2024, et la politique des taux d'intérêts de la CBJ suit celle de la FED. Le taux directeur était passé de 7,5% début 2024 à 6,5% fin 2024. La politique commerciale menée par les Etats-Unis depuis l'élection de Donald Trump pourrait cependant provoquer des tensions

inflationnistes, et donc entrainer une hausse des taux d'intérêts en 2025.

### **2. HAUSSE DES RÉSERVES D'OR DE LA BANQUE CENTRALE**

La Banque Centrale de Jordanie a annoncé avoir augmenté ses réserves d'or en début d'année via des opérations de vente et de rachat. Celles-ci seraient passées de 2,304 M d'onces d'or (6 Mds USD) fin 2024 à 2,318 M d'onces d'or (6,7 Mds USD) fin février 2024. Depuis 2010, les réserves d'or du Royaume auraient été multipliées par six, passant de 0,41 M d'onces d'or (581 M USD) à 2,318 M d'onces (6,7 Mds USD) en février 2025.

## **LIBAN**

### **1. MAINTIEN DU NIVEAU DE TRAFIC AU PORT DE BEYROUTH EN 2024**

Le port de Beyrouth a traité 5,4 M tonnes de marchandises en 2024, soit un niveau similaire à celui de 2023 (-0,2%). Le terminal à conteneurs, qui concentre les trois quarts de l'activité du port, a traité 760 100 EVP (-8,2% par rapport à 2023), compte tenu d'une baisse marquée de l'activité de transbordement (-27,6% à 200 100 EVP) que n'a pas compensé la légère progression de l'activité locale (+1,6% à 559 100 EVP). Suite au déclenchement de la crise, le nombre de conteneurs traités au port de Beyrouth s'était effondré, passant de 1,2 M EVP en 2019 à 0,8 M EVP en 2020 et 0,6 M EVP en 2021. Il s'est ensuite progressivement redressé en 2022 (0,7 M EVP) et 2023 (0,8 M EVP), à la suite de la reprise mi-2022 du contrat de gestion du terminal par CMA-CGM et dans un contexte de stabilisation de l'économie libanaise. Au total, d'après les douanes libanaises, le port de Beyrouth a capté 66% des importations en volume (contre 25% pour le port de Tripoli) et 48% des exportations en volume (contre 26% pour le port de Tripoli).



## **2. NOMINATION D'UN NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE**

Le Conseil des ministres a nommé un nouveau gouverneur à la tête de la Banque du Liban. Il s'agit de Karim Souhaïd, un avocat et gestionnaire de fonds privés. L'actuel premier vice-gouverneur de la banque centrale, Wassim Mansouri, assurait l'intérim de ce poste depuis le départ de Riad Salamé (1993-2023) en juillet 2023.

C'est l'une des nominations les plus stratégiques du nouveau mandat présidentiel de Joseph Aoun, puisque le gouverneur de la BDL devrait être l'un des principaux acteurs dans les futures négociations avec le FMI, aux côtés des ministres des Finances et de l'Économie. Outre son rôle clé pour l'adoption d'une politique de change durable et transparente et l'adoption de mesures visant à résorber la *cash economy*, le gouverneur devrait aussi contribuer, en lien avec le gouvernement, aux réformes attendues pour un redressement du secteur financier, à travers l'adoption d'un cadre de résolution bancaire et d'un plan de répartition des pertes et de compensation des dépôts.

## **SYRIE**

### **1. LA TURQUIE RENFORCE SON INFLUENCE ÉCONOMIQUE EN SYRIE VIA LE SECTEUR DES TRANSPORTS**

La Turquie a annoncé la mise en place d'un plan d'action pour soutenir la Syrie dans la reconstruction de ses infrastructures de transport et de communication. Ce plan s'inscrit dans la dynamique activiste de la Turquie et son influence croissante en matière économique en Syrie.

Le ministre turc des Transports et des Infrastructures, Abdul Kadir Uraloglu, a détaillé cette initiative lors de la réunion du Conseil exécutif central de l'AKP qui s'est tenue la semaine du 17 mars. Lors de cette réunion, il a rappelé l'engagement de la Turquie à fournir une expertise technique, un soutien logistique et des programmes de formation ciblés pour soutenir les efforts de reconstruction de la Syrie. Outre cette assistance technique et de formation M. Uraloglu a déclaré que « les lignes ferroviaires Cobanbey-Alep et Meydan-Ekbes-Alep seront réhabilitées, tandis que les déficiences du secteur aérien seront comblées, notamment par un soutien aérien pour renforcer les capacités opérationnelles ».

Précédemment, le 1er mars, M. Uraloglu avait annoncé avoir eu une réunion virtuelle avec son homologue syrien, BahaaEddin Shrum, afin d'échanger sur des perspectives de projets stratégiques, notamment l'amélioration du transport

routier, le rétablissement des liaisons ferroviaires et la modernisation des aéroports.

## **TERRITOIRES PALESTINIENS**

### **1. LE MONTANT BLOQUÉ DES « CLEARANCE REVENUES » DEPUIS 2019 S'ÉLÈVE À 1,75 Md €**

Selon le ministère palestinien des Finances, le montant des recettes douanières palestiniennes (clearance revenues) bloqué par les autorités israéliennes s'élèverait à 7 Mds de NIS (soit 1,75 mds EUR) entre 2019 et février 2025. Ces retenues ont exacerbé la crise budgétaire du gouvernement palestinien, retardant notamment le paiement des salaires des employés publics. Les déductions mensuelles incluent 275 M NIS pour Gaza et 52,6 M NIS de transferts en faveur des prisonniers. Depuis 2012, le total des déductions israéliennes s'élève à 20,6 Mds NIS (soit 5 Mds EUR), répartis comme suit : 12,5 Mds pour l'électricité, 4 Mds pour l'eau, 1,3 Md pour les services sanitaires et 3 Mds pour les services médicaux. Ces actions sont considérées comme une violation du protocole de Paris régissant les relations économiques et commerciales entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne.

### **2. AUGMENTATION DES DÉPÔTS BANCAIRES EN 2024**

Les dépôts dans le secteur bancaire palestinien ont enregistré une augmentation de 6,7 % en 2024, atteignant 18,7 Mds USD, soit une hausse de 1,18 Md USD par rapport à 2023. Cette croissance est particulièrement notable dans la bande de Gaza, où les dépôts ont bondi de 1,3 Md USD pour atteindre 3,3 Mds USD, malgré la guerre. Ce phénomène est attribué à la sécurité que les banques offrent en période de conflit, incitant les habitants à déposer leur argent face aux difficultés de déplacement et témoigne de la confiance dans le système bancaire palestinien. En revanche, la Cisjordanie a observé une légère baisse de 128 M USD, portant ses dépôts à 15,4 Mds USD. Les sept banques locales cotées à la Bourse de Palestine ont constitué 68 % de l'ensemble des dépôts, avec Bank of Palestine enregistrant la plus forte croissance, suivie par Quds Bank et Arab Islamic Bank.

### **3. ÉVALUATION DE L'IMPACT DES CONFLITS SUR L'ÉCONOMIE PALESTINIENNE**

Le rapport *The Political Economy of Palestinian Nationhood, Independence and Development in the Wake of War*, publié par le Palestine Economic Policy Research Institute (MAS), met en évidence les lourdes pertes économiques subies par les Palestiniens, exacerbées par les conflits prolongés. Avant la guerre

d'octobre 2023, la part de Gaza dans le PIB palestinien avait déjà chuté à 17 % en 2022, contre 33 % en 2006. La guerre a aggravé cette situation, détruisant 67 % des infrastructures essentielles et déplaçant 80 % de la population de Gaza et on estime désormais que Gaza ne représente plus que 3% du PIB palestinien. En Cisjordanie, les restrictions de mouvement et les violences ont fortement entravé l'activité économique et les échanges commerciaux, entraînant une chute du PIB par habitant de 23,4 % en un an. À Jérusalem-Est, où 90 % des commerçants dépendent du tourisme, secteur gravement affecté depuis octobre 2023, la contribution au PIB est passée de 15 % en 1990 à seulement 7 % en 2022.

#### **4. POINT SUR L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET LA DETTE DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS AU 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024**

Le Bureau central des statistiques palestinien et l'Autorité monétaire palestinienne ont publié les

résultats préliminaires sur l'investissement international et la dette extérieure de la Palestine à la fin du quatrième trimestre 2024. Ces résultats montrent un écart important entre les investissements palestiniens à l'étranger et les investissements étrangers en Palestine, atteignant 7,1 Mds USD. Environ 58 % des actifs extérieurs de la Palestine sont sous forme de devises et dépôts, en raison de l'absence de monnaie nationale palestinienne. Les actifs palestiniens à l'étranger se sont élevés à 13,1 Mds USD, répartis entre 2 % d'investissements directs étrangers, 13 % d'investissements de portefeuille et 75 % sous forme de devises et dépôts. Les engagements étrangers de la Palestine ont totalisé environ 5,99 Mds USD, dont 55 % en investissements directs étrangers. Cependant, la dette extérieure gouvernementale a atteint environ 1,3 Md USD et la dette extérieure des secteurs palestiniens a atteint 2,09 Mds USD, une diminution de 2 % par rapport au trimestre précédent.

## **PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE**

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
<b>POPULATION (MILLIONS) – 2024</b>	FMI/WEO	107	44	87	10	11	5,8 **	5,5 *	21 **
<b>PIB (Mds USD) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI/WEO	380	264	434	528	53	23 **	17 *	6,2 **
<b>PIB / HAB. (USD) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI/WEO	3542	5947	5013	53111	4682	3931 **	3181 *	295 **
<b>CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI/WEO	2,7	0,1	3,7	0,7	2,3	-5,7 **	-5,4 *	-1,5 **
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI/WEO	-10,1	-5	-3,1	-9	-8,4	0 **	-1 *	-8 **
<b>DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI/WEO	91	46	35	68	91	158 **	50 *	n/a
<b>RATING COFACE 2024</b>	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
<b>INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)</b>	STATISTIQUES OFFICIELLES	26,4	3,1	31,2	3	2	16	60	100 **
<b>PMI MENSUEL</b>	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,0	n/a	43,9	47,4	n/a	48,8	n/a	n/a
<b>EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024</b>	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
<b>IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024</b>	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

\* = DONNÉES FMI 2023 - \*\* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024 (E)

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

**A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / A4 CONVENABLE / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME**

**LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES**

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH**

**RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH**

**POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)**